



Conseil de Développement

Golfe du Morbihan Vannes Agglomération — Arc Sud Bretagne — Questembert Communauté

Le grand
débat national

Date et horaire : 1^{er} mars 18h-20h

Lieu : La Lucarne - Arradon (56610)

Cette synthèse est destinée au site du Grand débat National et aux participants ayant demandé à la recevoir par courriel.

COMMUNICATION

La réunion a été annoncée par la Mairie dans la presse locale et sur ses supports d'information, ainsi que sur le site du Grand Débat National.

Le Conseil de développement a créé un « événement » sur sa page Facebook.

DEROULE DE LA REUNION

Environ 120 personnes présentes. 2h de réunion.

Equipe d'animation composée du président et de l'animatrice salariée du Conseil de développement

En tout, 74 contributions ont été placées par l'équipe d'animation sur des panneaux pendant la réunion (voir photos en fin de document)

Pour plus de cohérence dans la synthèse, certaines contributions ont été déplacées d'un thème à l'autre.

REGLES ET METHODE

Les participants ont été invités à s'exprimer au micro autour des quatre thèmes décidés par le Président de la République, non exclusivement. Ils étaient libres les sujets de leur choix. Les contributions étaient affichées sur des panneaux au fur et à mesure, et les participants ont été invités à la fin de la réunion à positionner des gommettes vertes et rouges sur celles-ci pour les soutenir ou les contester (voir photos du résultat final en fin de document).

NB : Très peu de participants sont restés pour cette étape, le résultat est donc peu significatif. Le nombre de gommettes apposées est néanmoins indiqué dans les cartouches en face de chaque sujet.

CONTENU DES ECHANGES

NB : Les contributions sont réunies selon les thèmes proposés par le Président de la République, avec en plus un thème « Autres sujets ». Les sous-thèmes indiqués ont été créés par le Conseil de développement pour plus de lisibilité, ils n'ont pas été validés par les participants.

Les citations ont été retranscrites à partir d'un enregistrement sonore. Elles ont été simplifiées pour une forme plus lisible, en collant au plus près possible des mots des participants. Les contributions ne sont pas présentées dans un ordre chronologique ou hiérarchique.

ORGANISATION DE L'ETAT ET DES SERVICES PUBLICS

Baisse du nombre d'élus (exécutifs locaux)

Supprimer les comités inutiles

Un participant: « Ne serait-ce que dans le Morbihan, ce qui me frappe, c'est par exemple l'Agglo : on a 15 vice-présidents ! Dans le département, on a plus de 80 commissions et quand on a des commissions, on a un président, une secrétaire... Si on multiplie ça par le nombre de départements en France, je pense qu'on arrive à faire certaines économies. D'autre part, la Cour des comptes¹ fait des remontrances chaque année et on en tient pas compte : est-elle nécessaire ? Les « comités Théodule »², à quoi servent-ils ? On en sait rien, certains n'ont même pas une réunion par an... Le Conseil économique et social³, qui est chargé de faire des lois, on s'aperçoit que bien souvent on case les gens qui n'ont pas autre chose, on les met là-dedans pour faire quelques projets et personne ne s'en sert... Peut-être qu'en diminuant le nombre de commissions, on arrivera à faire des économies ! »

ORGANISATION TERRITORIALE

Réduire mille-feuilles administratif (ex : Agglo)

1

Clarification des compétences → simplification

Un participant: « Je suis d'accord pour qu'on simplifie le mille-feuilles mais en même temps, il y aurait un besoin de simplification et de clarification des compétences parce qu'on a des domaines où on a l'impression que tout le monde s'occupe de tout. Si on prend l'exemple de l'énergie dans le pays de Vannes, on se rend compte qu'il y a plein de structures qui s'en occupent : on a Morbihan Energies⁴, c'est normal, on a l'Agglo, le PNR⁵...maintenant on travaille sur le SMVM⁶ et il s'en occupe aussi. En fait tout le monde s'occupe de ce sujet, il y a un gaspillage d'énergie humaine colossal ! »

Rapprocher les centres des décisions du citoyen

Un participant: « Il y a parmi nous qui voudraient refaire la nuit du 4 août⁷. C'est sympathique, mais évidemment ça ouvre la voie à toutes les démagogies : haro sur les fonctionnaires, comparaison avec des pays anglo-saxons... Personnellement j'ai pas du tout envie de vivre dans un pays anglo-saxon, la France a une histoire, une fonction publique... Il y a certainement des réformes de fond à faire et d'ailleurs, depuis plusieurs septennats il y a eu des bonnes volontés qui ont essayé de promouvoir ces réformes et tout le monde s'y est cassé le nez : peut-être que cette fois-ci on va réussir, mais il faut néanmoins éviter les facilités. Je pense qu'il faudrait une deuxième étape dans la décentralisation, après les lois Deferre⁸ - qui sont relativement insuffisantes au regard de l'économie nationale et de l'immersion de la France dans une économie mondialisée - et rapprocher certains services de l'Etat des collectivités territoriales dont, effectivement, on pourrait réduire le nombre. Ça me paraît quelque chose de sain de rapprocher les prises de décision effectives de ceux qui ont la connaissance fine du terrain. Ce mouvement qui existe en France depuis 3 mois est d'ailleurs le signe de cette volonté de rapprocher les services de l'Etat, d'avoir une plus grande proximité avec les prises de décision effectives et une plus grande efficacité, notamment des services publics. Certains services de l'état pourraient très bien être délégués aux collectivités territoriales soit sous la forme de département, communes ou autres, soit sous une forme de DSP⁹ de la part de ces collectivités territoriales. Il faut une nouvelle étape audacieuse, véritable, efficace, de la décentralisation. »

SERVICE PUBLIC - GENERAL

Maintenir et renforcer le service public

Un participant: « Je voulais m'exprimer par rapport au terme de « dépense publique », pourquoi on se laisse imposer ce terme de « dépense » ? Pour moi c'est de la production ! Une infirmière qui soigne des gens, elle produit de la santé ! Une institutrice qui enseigne, elle produit du savoir ! A penser en termes négatifs,

¹ La Cour des comptes est l'institution de contrôle chargée de vérifier l'emploi des fonds publics et de sanctionner les manquements à leur bon usage. Elle est notamment constituée de Chambres Régionales. [Site officiel](#)

² Expression créée par le Général De Gaulle, qui désigne un comité ou une commission qui a peu ou pas d'utilité.

³ Le Conseil Economique Social et Environnemental (CESE) est la 3^{ème} chambre de la République, avec l'Assemblée Nationale et le Sénat, il s'agit d'un conseil consultatif qui conseille le gouvernement sur l'élaboration des lois et les orientations des politiques publiques. Voir son [site internet](#).

⁴ Organisme regroupant les 253 communes du Morbihan, propriétaire des réseaux d'énergie à basse et moyenne tension, il organise le service public de la fourniture et de la distribution d'électricité. [Site internet](#)

⁵ Parc Naturel Régional du Golfe du Morbihan. [Site internet](#)

⁶ Schéma de Mise en Valeur de la Mer et du littoral. Il s'agit d'un instrument d'analyse et de gestion spécifique de l'espace maritime et littoral du golfe du Morbihan, actuellement en cours de révision et piloté par l'Etat. Plus d'infos [ici](#)

⁷ Référence à la nuit du 4 août 1789, au cours de laquelle l'Assemblée nationale constituante vota l'abolition des privilèges féodaux.

⁸ Les « lois Deferre » (du nom du ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation du gouvernement Mauroy), votées de 1982 à 1984 constituent ce qui est communément appelé l'« acte 1 de la décentralisation ». Plus d'informations [ici](#).

⁹ Délégation de Service Public

forcément on a envie de supprimer la dépense, moi je suis fier d'habiter dans un pays où on soigne les gens, où les enfants sont instruits gratuitement...donc ma proposition c'est de maintenir et d'améliorer les services publics et de cesser de nous rabâcher ce mot de « dépenses », qui est négatif. »

Transparence sur ce que coûtent les services

Une participante: « *Je pense qu'il faudrait mieux connaître ce que les choses coûtent : combien ça coûte une opération d'appendicite ? combien ça coûte une année de collégien ? Je crois que très peu de gens le savent et ça fait, à mon avis, aussi partie de la citoyenneté et de la démocratie, pour revenir au premier sens du mot « démocratie » qui est le pouvoir par le peuple. »*

Financement par l'État des services publics locaux

Un participant: « *Il faut absolument que l'Etat se réinvestisse dans l'aménagement du territoire, comme il l'avait fait il y a plus de 30 ans : il y avait la DATAR¹⁰, qui a été supprimée et qui avait le souci de l'équilibre entre les territoires. Je pense qu'il est absolument urgent que l'Etat reprenne en main cette question, en ayant le souci de vérifier qu'il y ait une certaine égalité de l'ensemble des citoyens français quant à l'accès aux différents services. Je pense qu'il y a beaucoup d'initiatives qui sont prises dans les communes : création de maisons médicales, multi services etc. mais les communes sont un peu seules dans cette entreprise. L'Etat devrait soutenir toutes ces entreprises communales qui ont pour but de réintroduire du service local.*

SERVICES PUBLICS

Suppressions des monopoles publics et privés

Un participant: « *Sur les privilèges : suppression de la situation de monopole de certaines organisations corporatistes, j'ai nommé EDF, GDF, Air France et Education nationale¹¹. »*

Hôpital public : moins d'encadrement, plus de personnel (infirmiers par ex) 1

Une participante: « *Actuellement, à l'hôpital de Vannes, il y a une dizaine de directeurs (et ils en rajoutent encore) et en même temps ils réduisent le nombre d'infirmiers. Est-ce que c'est vraiment utile d'avoir autant de directeurs pour des personnes qui ne produisent rien - puisque ceux qui produisent ce sont les infirmiers d'après moi ? J'ai rien contre les directeurs mais je ne comprends pas pourquoi il y en a autant. »*

+ de structures d'accueil pour adultes handicapés -> libérer des places pour les + jeunes 2

Un participant: « *On vit dans une société où il y a des gens normaux et puis il y a aussi des handicapés. Il y a des tas d'handicapés, des tas de genres de handicap mais il y en a un qui m'intéresse en particulier c'est la trisomie 21. Les médias nous montrent des trisomiques vachement bien, des gens qui sont capables de servir dans un restaurant, très bien mais il y a aussi des handicapés profonds, que les médias ne montrent jamais. Il faut savoir que dans la trisomie vous avez des niveaux variables et il y a des handicapés profonds, qui seront toujours assistés, du début à la fin de leur vie. Ce que je propose c'est qu'on remette en question la loi Creton¹², c'était une loi très intelligente pour un handicapé qui arrive à l'âge adulte et qu'on ne sait pas où placer. Le résultat c'est que les plus jeunes ne peuvent pas rentrer en IME¹³, parce que la place est conservée par ces jeunes adultes qui devraient partir en foyer. Ils bloquent l'entrée des plus petits, qui arrivent à aller à l'école jusqu'au niveau maternelle mais après ça coince : on les conserve dans les CLIS¹⁴ où ils n'ont pas du tout leur place. S'ils étaient pris jeunes dans les IME, ils auraient le bénéfice de ce que font les éducateurs spécialisés et peut être que leur vie pourrait changer. Ce n'est pas la loi Creton que je veux critiquer mais qu'on dépense de l'argent public pour faire des foyers pour les handicapés âgés, qu'on puisse les recevoir quoi et qu'on libère les places pour les plus jeunes ! »*

FISCALITE ET DEPENSES PUBLIQUES

Favoriser les grandes entreprises et l'agriculture

Un participant: « *On a beaucoup parlé des dépenses et de la manière de diminuer quelques petites dépenses par ci par là, mais on n'a pas assez parlé des recettes. Les recettes, elles viennent de notre industrie, de nos*

¹⁰ La Délégation interministérielle à l'Aménagement du Territoire et à l'Attractivité Régionale était un service de l'Etat décentralisé qui a existé sous différentes formes et appellations de 1963 à 2014. Ses services ont alors été intégrés, avec le Secrétariat général du comité interministériel des villes (SGCIV) et de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (ACSE) dans le Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET - [Site internet](#)). Le CGET « Il appuie le Gouvernement dans la lutte contre les inégalités territoriales et le soutien aux dynamiques territoriales, en concevant et animant les politiques de la ville et d'aménagement du territoire avec les acteurs locaux et les citoyens »

¹¹ NB : L'ouverture à la concurrence commerciale a eu lieu pour Air France, EDF et GDF en 1997, et 2007.

¹² « Amendement Creton » : « dispositif législatif permettant le maintien temporaire de jeunes adultes de plus de 20 ans en établissements d'éducation spéciale dans l'attente d'une place dans un établissement pour adultes. ». Source : [portail des MDPH](#)

¹³ Instituts Médico Educatifs. : établissements d'accueil des enfants et adolescents atteints de handicap mental.

¹⁴ Classes spécialisées destinées aux élèves handicapés, au sein des écoles primaires. Remplacées par les ULIS (Unités Localisées pour l'Inclusion Scolaire) depuis 2015

agriculteurs et de ce qu'on fait de leur production. Alors d'accord, c'est évident qu'il faut réduire un certain nombre de dépenses, on est plus à l'époque où les maîtres des forges faisaient couler l'argent comme de l'eau et on pouvait faire un tas de choses : on a plus de fer, on a plus de charbon...donc ce qu'il faut favoriser surtout c'est nos recettes c'est à dire la création de grosses entreprises capables de résister aux grandes entreprises chinoises ou américaines.

Il y a une autre chose : arrêter de tout remettre en cause et simplifier les circuits de décision. Actuellement tout le monde parle des éoliennes mais dès que quelqu'un veut en installer, on y arrive plus, ce qui fait qu'il n'y a pratiquement plus aucun grand projet qui arrive. Par exemple à Notre-Dame-Des-Landes, on fait pas, parce qu'il y a tout un tas d'opposants donc les circuits de décision c'est 0 en France actuellement. »

Réduire dépenses des forces armées et diplomatiques

Un participant: Je pense qu'on peut réfléchir à la baisse des prestations publiques, par exemple : Nous avons une nation qui joue dans le concert des états et des nations, qui entretient des forces militaires et des forces diplomatiques qui coutent très cher et ne sont plus à la mesure de la réalité de l'état en France.

Equité fiscale

TVA

TVA injuste : à moduler en fonction des produits

Un participant: « On est tous soumis à la TVA et c'est fondamentalement l'impôt le plus injuste puisque quel que soit son revenu, on paye le même pourcentage sur les biens qu'on achète. Elle est à un niveau de 5,5% pour les produits de première nécessité, ce qui est un niveau important donc je pense que sur ces produits, notamment l'alimentation, ramener la tva à un taux proche de zéro serait nécessaire, ce qui peut être compensé par une augmentation sur les produits de luxe en parallèle, puisque l'objectif, on a bien compris, ce n'est pas d'augmenter les impôts mais au grand maximum de laisser l'imposition au niveau où elle est. »

TVA récupérable en fonction des revenus (pour les particuliers) = entreprises

Un participant: « Quelqu'un a parlé de la TVA, qui est effectivement un impôt injuste. Il y a quelques années, sous le mandat du président Sarkozy je crois, la TVA avait été supprimée pour les restaurateurs. Ça n'a duré que quelques mois et on s'est aperçu que, rapidement, les prix étaient au même niveau qu'avant la suppression. On le sait, c'est un effet de manche et à plus ou moins long terme, on revient aux mêmes prix qu'avant, ça ne fait qu'augmenter les marges. Je ne suis ni juriste ni fiscaliste mais pourquoi est-ce qu'on ne peut pas envisager, comme les APL ou les aides par rapport à un quotient qui peut être familial ou autre, de faire une TVA particulière comme pour les entreprises, qui ont la possibilité de récupérer la TVA sur ce qu'elles achètent ? Une TVA « particuliers » où les gens les plus nécessiteux par rapport à un seuil ou un barème, pourraient faire une déclaration simple ? Même esprit que les entreprises : on fait confiance et on déclare ou pas mais on peut être contrôlé mais dans ce cas-là on fait une déclaration : on achète les produits de première nécessité et à la fin on déclare « je récupère 30, 40 ou 50 € de TVA » ce qui peut permettre de donner du pouvoir d'achat non pas de façon artificielle, mais de façon plus juste.

Je sais pas, c'est peut être complètement à cote de la plaque ce que je dis, mais supprimer la TVA ça changera de toute façon rien, les prix vont augmenter et les gens paieront la même chose. »

IMPOTS

Remettre à plat impôt(s) sur la fortune

Un participant: « Le mouvement des Gilets jaunes a démarré il y a quelques mois, notamment suite à une incompréhension, une colère par rapport à l'augmentation des taxes sur le gazoil : ça a été le point de départ. Ce qui s'en est suivi derrière, c'est une interrogation importante sur la fiscalité en France. Un des constats qu'on peut poser c'est qu'on a aujourd'hui une incompréhension du système fiscal, tel qu'il existe aujourd'hui, par les citoyens - notamment avec la suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune, l'augmentation de la CSG, tout un tas de taxes aussi qui ont augmenté. Donc, dans les pistes qu'on peut donner, je pense qu'il y a la question de l'impôt de solidarité sur la fortune, remplacé par l'impôt sur la fortune immobilière¹⁵, qui nécessiteraient a minima d'être revisités par le gouvernement. »

Suppression de la taxe d'habitation pour tous

Un participant: « J'aimerais qu'on n'oublie pas le sujet de la taxe d'habitation : l'équité fiscale ça va jusqu'à supprimer pour tout le monde ou la laisser pour tout le monde. »

¹⁵ Impôt pour les personnes possédant un patrimoine net taxable supérieur à 1 300 000 € au 1er janvier. Source : [Direction Générale des finances publiques](#)

Supprimer les dispositifs qui favorisent la fraude fiscale

1

Supprimer les niches fiscales

Une participante: « Dans le sens de plus de justice fiscale et donc de solidarité, je demande la suppression de tous les dispositifs qui favorisent les fraudes fiscales et des niches fiscales qui ne rapportent rien au budget de l'Etat. »

Déclaration unique de tous les revenus

Un participant: « Pour aller jusqu'au bout de la simplification : intégrer, dans une même déclaration, les revenus du travail et les autres revenus, y compris actions etc., comme ça se fait dans certains pays. »

IMPÔTS SUR LE REVENU

Impôts (sur le revenu) payés par tous

Un participant: « On a beaucoup parlé des niveaux d'imposition en France : comment on arrive à faire en sorte que l'impôt et notamment l'acceptation de l'impôt soit remise sur la table telle qu'elle doit l'être, en étant plus juste et plus équitable ? Que tout citoyen puisse contribuer à l'imposition, au fonctionnement de la société, à due proportion de ses revenus et de ce qu'il touche, quel que soit l'origine des ressources. »

Un autre participant « On dit ça mais tout le monde paye déjà la CSG, qui est appliquée sur tous les revenus notamment les revenus fonciers etc. donc on a aujourd'hui un double impôt : l'impôt sur le revenu qui est payé par 46% des français seulement, et la CSG qui est payée par la quasi-totalité des gens y compris ceux qui ne sont pas salariés mais qui peuvent avoir des revenus autres (immobiliers etc.) Il faudra peut-être à un moment qu'on bascule l'impôt sur le revenu sur la CSG et que la CSG soit appliquée sur l'ensemble des français, quel que soit l'origine et le montant des revenus dont ils disposent. »

ENTREPRISE/TRAVAIL

Halte à l'évasion fiscale

Mobilisation citoyenne pour une harmonisation fiscale entre états

2

Une participante: « Je pense qu'il y a un sujet majeur qui est celui de l'évasion fiscale. Il y a des articles sérieux, depuis longtemps, qui mettent en jeu des sommes absolument colossales et si on arrivait à en récupérer ne serait-ce qu'une partie, on abonderait les budgets publics de façon importante et on éviterait peut-être entre français de se regarder en chiens de faïence pour savoir si Pierre paye un peu plus que Paul.

L'évasion fiscale réelle a 3 aspects : l'aspect qu'a évoqué madame, qui est l'optimisation fiscale, il y a carrément la fraude fiscale pour les gens qui payent des avocats d'affaire pour aller mettre leur argent dans les paradis fiscaux et il y a le troisième volet qui est celui du dumping fiscal que se font les états européens entre eux. Quand on voit par exemple que l'Irlande a voté une disposition pour que Apple paye 0% d'impôt s'ils viennent chez eux... donc ma proposition elle est que les citoyens se mobilisent le plus possible pour exiger de l'Europe qu'on aille vers une harmonisation fiscale, parce qu'on sait qu'il est difficile au niveau d'un état de lutter contre ça. Il va y avoir bientôt des élections et ma proposition c'est que y ait une incitation très forte faite à nos représentants pour que, au niveau de l'Europe, on accentue la marche vers une harmonisation fiscale et une justice fiscale entre tous les états pour que les multinationales et les grandes entreprises payent les impôts qu'elles devraient payer. »

Taxation du travail modulée

Un participant: « Je suggère qu'on aborde la fiscalité du travail, en revoyant la taxation du travail. On est en train de discuter des malaises qui se sont réveillés ces derniers temps : on est tous des individus, on voudrait tous acheter pas cher et avoir de meilleurs salaires et à un moment donné il va falloir équilibrer cette équation. Pour ne pas tuer la compétitivité de la France sur le marché international tout en donnant des ressources améliorées au niveau des bas salaires, on peut travailler sur la fiscalité du travail en réduisant les charges salariales et patronales des bas salaires et en répartissant cette non rentrée sur les hauts salaires. Ça permettrait de donner une meilleure compétitivité, et cette économie fiscale on pourrait la répartir entre l'entreprise et le salarié de manière à ce que l'entreprise et le produit gagnent en compétitivité et les salariés gagnent en pouvoir d'achat. »

DEPENSES PUBLIQUES

Réduire dépenses publiques

Un participant: « On a beaucoup parlé de fiscalité mais il faut voir ce qu'il y a en face de la fiscalité, c'est à dire les dépenses publiques. Comme quelqu'un l'a dit tout à l'heure, on est un peu les champions d'Europe voire du monde de la dépense publique par habitant. Je pense qu'il faut qu'on fasse un effort là-dessus, pour réduire nos dépenses publiques en simplifiant, en réorganisant et en optimisant. Le président Macron lors de

sa campagne avait fait la promesse de modérer ça, moi j'aimerais bien que ça se fasse parce que si on ne réduit pas les dépenses publiques on arrivera pas à faire ce qu'on veut faire sur la fiscalité. »

Transparence fiscale

Recevoir bilan annuel du coût de ses soins

Un participant: « Une des questions fondamentales que tout citoyen se pose, et chacun d'entre nous ici également, c'est celle de ce qu'on donne et de ce qu'on reçoit, et je pense que le sentiment de chacun c'est qu'il y ait le maximum de justice dans ce mouvement. C'est la question fondamentale de la justice fiscale. Je vais simplement faire une proposition très concrète, qui va dans le sens de la transparence souhaitée par d'autres tout à l'heure : que chaque année, chaque citoyen, ou chaque famille de citoyens puisse, en matière de santé, recevoir de la sécurité sociale (quel que soit l'organisme) ce dont il a bénéficié en matière de santé pendant l'année.¹⁶ On a mis en place quelque chose d'extraordinaire en France en 1945, c'est la sécurité sociale, or, aujourd'hui, il y a plein d'enfants qui ne savent même pas ce que c'est, quelle est son origine et comment ça fonctionne.

J'entendais l'autre jour quelqu'un dire « j'ai été à l'hôpital où j'ai subi une opération et je suis rentré à la maison. Je suis tombé des nues quand j'ai su que mon séjour avait coûté 6000 € ». Nous allons tous voir le médecin, le dentiste, le pharmacien etc. et je pense que pour la transparence et la responsabilité de chacun il serait important que chaque famille reçoive ce dont elle a bénéficié en matière de santé à l'année. »

RETRAITES

Mettre en œuvre les promesses faites en campagne électorale (retraites...)

Un participant: « Je vais parler des dépenses publiques je voudrais savoir une chose : pourquoi on a un président menteur comme un arracheur de dents puisqu'il avait promis avant de se faire élire qu'il ne toucherait pas aux retraites, non seulement il y touche mais en plus il met des taxes et en plus il supprime l'indexation sur les retraites c'est normal ? »

Suppression de l'augmentation de la CSG pour les retraités

Un participant: « A cause d'un sentiment d'envie d'un certain nombre de français, une majorité bénéficie d'exonérations en ayant droit à toutes les aides sous conditions de ressource et une minorité : la classe moyenne (à définir parce que on est riche à partir de combien ? On est riche par son travail, ses compétences et ses choix de vie...).

Je propose la suppression de la part supplémentaire de CSG qui a été mise en œuvre, sans condition de ressources »

Equité des pensions par rapport aux cotisations

Un participant: « Le président avait promis avant de se faire élire qu'il ne toucherait pas aux retraites et non seulement il y touche mais en plus il met des taxes et il supprime l'indexation sur les retraites !

Et est-ce que c'est normal que des gens touchent 700 euros de retraite et 1200 euros s'ils sont mariés, en ayant jamais cotisé, et s'ils viennent de l'étranger ils y ont droit, quand il y a des commerçants, des paysans qui ont travaillé, qui ont nourri la France, et qui ne touchent même pas cette retraite ? »

FONCTIONNAIRES

Baisse du nombre de fonctionnaires en privatisant des services

1

Un participant: « En France, on a 15% de fonctionnaires, l'Allemagne a 3,5 millions de fonctionnaires pour à peu près 80 millions d'habitants et nous on en a plus de 5 millions pour 66 millions. Moi c'est très simple, je voudrais diminuer le nombre de fonctionnaires : il y a des services qu'on peut rendre privés, par exemple une partie de la SNCF. On peut privatiser des tas de choses comme ça. »

Fonctionnaires polyvalents

Un participant : « Une proposition ponctuelle : la création de fonctionnaire disons « poly-compétents ». On a beaucoup parlé dans la presse des gens de la Poste qui faisaient du travail pour la SNCF etc. moi je propose qu'on développe ce modèle, pour des fonctionnaires polyvalents. »

Stop au « bashing » des fonctionnaires

¹⁶ Pour information, un relevé annuel (2017 actuellement) est disponible sur le compte Ameli.fr (rubrique « Mes paiements » de chaque bénéficiaire de la CPAM (non vérifié pour les autres caisses).

DEMOCRATIE ET CITOYENNETE

GENERALITES

Faire appliquer les lois sur tout le territoire

Respect de la laïcité

Un participant : « Je voudrais qu'on respecte un peu plus des lois en France qui ne sont pas du tout respectées : il y a des quartiers qu'on appelle « de non-droit », c'est là où il y a toute la drogue qui circule à n'en plus finir et on laisse faire, on laisse courir...

Quand on pense que nos femmes vont bientôt porter le tchador, en tout cas on y va, ça je ne suis pas d'accord je trouve que c'est pas les religions qui donnent les lois c'est les religions qui se mettent sous la coupelle des lois il faut pas inverser les choses. Donc respect de la laïcité parce qu'il y a des maires qui se font condamner parce qu'ils mettent des crèches dans leur mairie mais par contre quand il y en a qui vont prier dans les rues, là on laisse faire... »

Limitation du paritarisme à sa sphère (patronat/syndicats)

Un participant : « Renvoyer le paritarisme à sa sphère et non pas qu'elle empiète sur les questions de budget, les questions pour lesquelles ce n'est pas sa vocation... qu'il n'y ait pas d'empiètement sur, par exemple, la question des retraites en général. Tout le pouvoir politique passe par les fourches caudines des syndicats pour différentes questions. »

ISSUE DU GRAND DEBAT NATIONAL

Vote obligatoire pour un referendum « multi-questions »

Un participant : « Je voulais poser la question sur la représentativité des décisions qui seront prises après toutes ces réunions, parce que en France une élection c'est 50% d'abstention et sur les 50% qui votent c'est 50% d'un côté et 50% de l'autre, donc les décisions qui sont prises sont la représentation de 25% des gens, ça fait 10 millions de voix en gros.

Les réunions comme celle-ci, internet etc. ce sera peut-être 2 millions de personnes donc, si 2 millions de personnes veulent que ça avance dans un certain sens, quel que soit le sujet, et qu'une décision est prise en fonction de ces deux millions, par rapport à d'autres décisions qui sont validées par 10 millions, voire plus, c'est un peu court ! Je pense qu'il faudrait que pour les sujets importants il y ait un referendum multi questions avec un vote obligatoire pour que les décisions qui soient prises soient des vraies réponses à tout le monde, plus que les 2 millions de personnes qui auront eu le culot d'aller dans un débat. »

Référendum OK mais bonne information sur la question

Une participante : « On entend beaucoup parler de referendum en ce moment, il y en aura certainement et la préoccupation que j'ai moi c'est que tout le monde ait un bon niveau d'information pour savoir s'il faut dire oui ou non à la question qui sera posée. On a un exemple sous les yeux c'est l'Angleterre : beaucoup d'anglais sont très malheureux, ils ont demandé le Brexit mais ils n'avaient pas toutes les informations entre les mains et ils se mordent les doigts d'avoir voté pour la sortie de l'Angleterre [de l'Union Européenne] donc il faudrait pas que la même chose se passe en France. Un referendum oui, c'est super, ça permet d'avoir l'avis de toute le monde mais alors avec une information suffisante au préalable. »

PARLEMENT

Appliquer les lois existantes (décrets d'application) avant d'en faire une autre

Une participante : « On a un arsenal de lois en France qui est considérable et dès qu'il y a une affaire ou un problème qui est médiatisé, on dit « il faut faire une loi ». Je pense que c'est beaucoup de temps perdu parce que si on examine ce qu'il y a dans les lois et qu'on regarde le détail, on voit que certaines lois ne sont pas du tout appliquées alors qu'elles devraient l'être. Beaucoup de lois qui n'ont pas de décrets d'application par exemple et ça n'est pas normal ! »

Parlementaires ou fonctionnaires : il faut choisir

1

Un participant : « Vous avez pas mal de fonctionnaires qui sont parlementaires et qui mènent la double carrière. Il faut choisir entre parlementaire ou fonctionnaire ! D'ailleurs, c'est une situation qui se retrouve dans les pays anglo-saxons et notamment l'Angleterre¹⁷. »

¹⁷ Voir le comparatif « [Fonction publique et mandats électifs dans l'Union européenne](#) » sur le site de l'Assemblée nationale (française), rubrique « Royaume-Uni. Document de 2006

Député = casier judiciaire vierge

2

Un participant : « Un agent immobilier qui est condamné n'a plus le droit d'avoir sa carte d'agent, c'est terminé pour lui, pourquoi un député a le droit de se représenter quand il est condamné ? Un député condamné doit pas pouvoir se représenter ! »

Baisser nombre de parlementaires

Diminuer indemnités des parlementaires

Un participant : « On pourrait réduire le nombre de sénateurs : il y en a 348 [en France], en Allemagne il n'y en a que 69 pour 82 millions d'habitants et aux Etats Unis, 100 pour 320 millions. On pourrait faire de sérieuses économies ! On peut aussi réduire les salaires des sénateurs parce qu'ils ont un gain de 5500 € par mois + 7500 pour payer les assistants, plus 6000 pour les frais et 1700 par an pour l'informatique, forfait de téléphone, gratuité en 1ere classe de la SNCF, l'avion gratuit, cercueils gratuits et tout ça sans impôts !¹⁸ »

MODALITES D'ELECTIONS

Vote obligatoire (tous scrutins)

Introduction de la proportionnelle dans les scrutins

Un participant : « Je pense qu'il faudrait réintroduire une part de proportionnelle dans les scrutins nationaux et locaux »

Un mandat court pour un représentant « tiré au sort »

Un participant : « Moi je me pose une question sur la représentativité de nos élus et je me demande pourquoi on n'intègre pas dans nos représentants une part de citoyens tirés au sort (ça marche très bien dans les jurys d'Assises). On pourrait très bien imaginer un mandat qui serait court, avec une formation disons pendant un an et un an d'action et que tout ça soit pris en charge complètement par l'Etat. Au niveau national d'abord et puis après ça peut se décliner comme on veut, pourquoi pas au niveau d'une municipalité ?... »

REFERENDUM

Référendum d'Initiative Populaire à partir d'un million de signatures

Un participant : Je pense qu'il faut instituer un referendum d'initiative populaire, c'est-à-dire qu'à partir d'un certain nombre de personnes, par exemple 500 000 ou 1 million de signataires, on met en œuvre un referendum

EDUCATION AU CIVISME

Développer/conforter éducation civique à l'école. Apprendre les droits et les devoirs

Une participante : « Je voudrais parler de l'éducation : les enfants sont de futurs citoyens et il n'y a que très peu d'éducation civique. Je souhaiterais vraiment que ce soit davantage développé dès le primaire, puis au collège et au lycée, pour changer une sorte de mentalité qui fait dire à des jeunes "madame j'ai des droits !". Être un citoyen, c'est certes avoir des droits, mais c'est aussi avoir des devoirs. »

Apprendre à vivre ensemble → démocratie (à l'école notamment)

Une participante : « Je crois que la démocratie c'est quelque chose qui s'apprend ce n'est pas spontané, et ça, les grecs l'avaient déjà bien compris. Dans le corps électoral, on voit bien qu'année après année il y a toujours une division entre grandes composantes et dans notre société il y a toujours des composantes différentes qui n'ont pas les mêmes valeurs, les mêmes points de vue, les mêmes visions de l'avenir... Il y a des gens ici avec lesquels je ne suis absolument pas d'accord, et on est bien obligés de vivre ensemble et de fonctionner ensemble. Et ça, c'est quelque chose qui manque dans notre système éducatif : on n'apprend pas à fonctionner en groupe, à prendre des décisions dans un cadre collectif. On apprend à réussir individuellement, à être le meilleur de la classe mais on n'apprend pas à fonctionner d'une manière où on tient compte des autres, à argumenter sans essayer de manipuler, à respecter le point de vue des autres, à l'écouter... On ne développe absolument pas ces compétences dans notre système éducatif, si bien qu'on arrive à une société où chaque composante essaie de prendre le pouvoir et d'imposer son point de vue aux autres : ce sont des affrontements perpétuels et on bascule

¹⁸ L'indemnité parlementaire des sénateurs s'élève à 5380,72 € net au 1^{er} janvier 2019 et est imposable. Concernant leurs frais de mandats ils disposent d'une somme générale de 5900 € auxquels s'ajoutent 1200 € par mois pour l'hébergement parisien (sauf les Sénateurs d'île de France), et, pour les moyens informatiques, 3000 € à la prise de fonction puis 1000 €/an. Depuis 2018, l'utilisation de ces avances est contrôlée et doit faire l'objet de justificatifs. Les sommes non dépensées ou non justifiées sont remboursées au Sénat. Pour l'embauche de collaborateurs, ils disposent d'une enveloppe mensuelle de 8 402,85 € bruts. (source : [Sénat](#))

de l'une à l'autre... Ma proposition c'est qu'on développe à la fois dans le système éducatif et dans tous les systèmes extra-scolaires l'apprentissage des compétences qui sont nécessaires à la démocratie, pour le débat et la décision. »

TRANSITION ECOLOGIQUE

Transition énergétique = privilégier une approche globale

Un participant : « Je voudrais intervenir sur le besoin d'une approche globale de tous les problèmes. On l'a dit, la France c'est 1% des émissions de CO₂ au niveau mondial, et il est bien évident que si la France fait quelque chose toute seule, on arrivera à rien du tout et si on ne regarde pas ce qui se passe ailleurs, on est complètement absurdes. Là, en France, on va réduire ou supprimer nos centrales à charbon et on apprend que les chinois sont en train de construire 500 unités de production d'électricité au charbon donc on est dans l'absurde. Les voitures électriques, sur le plan écologique c'est aussi une catastrophe : quand vous regardez ce qui se passe au Chili en ce moment, où les paysans sont en train de crever parce qu'on utilise l'eau des rivières pour laver le sel pour extraire le lithium, l'Afrique où on exploite les enfants... on est dans l'absurdité totale donc, nécessité d'une approche globale de tous les problèmes sinon on va conduire la France à une catastrophe sur le plan économique. »

Maitriser la transition écologique/soutenir le recyclage sur les énergies renouvelables/écologie industrielle à développer

Un participant : « Je pense qu'il faut rétablir la taxe carbone, rétablir les portiques et maitriser la transition écologique. Je pense qu'il faut bien se rendre compte que du pétrole il n'y en a plus pour très longtemps : dix, vingt, trente ans peut-être ? Pour le nucléaire, il n'y a plus d'uranium alors j'ai un copain scientifique qui propose de brûler du thorium, très bien et so what ? Dans 20 ans on aura plus de thorium non plus et pendant ce temps-là on accumule des poubelles nucléaires... Donc je pense qu'il faut maitriser cette transition écologique et financer le passage vers autre chose que sont les sources renouvelables, le passage au moteur à hydrogène pour tous les véhicules pour lesquels c'est possible... Il faut le financer et ça veut dire mettre des taxes sur la consommation, notamment des produits pétroliers. L'erreur qu'a fait le gouvernement lors du dernier trimestre c'est de mettre des taxes sans prévoir d'accompagnement, sans anticiper le mécontentement généré et les problèmes posés, donc pour moi il y a une vraie écologie industrielle à mettre en place. C'est pas seulement l'écologie au sens pollution, c'est aussi générer du savoir-faire et du travail autour des énergies renouvelables, arrêter d'importer du pétrole à prix fou, aller vers des nouvelles énergies et rétablir la balance commerciale. Il y a des solutions, il y a une volonté politique à avoir : on cite souvent certains pays comme exemples et il y a un certain nombre de pays qui ont mis en place des plans d'action pour sortir du nucléaire et d'un certain nombre de dépenses énergétiques par exemple la Suisse ou l'Allemagne. »

PÊCHE/AGRICULTURE

Halte à la surpêche (sauver les dauphins...)

Un participant : « Que les pêcheurs arrêtent de pêcher à outrance et avec des chaluts : il y a encore eu 600 dauphins morts sur les plages françaises¹⁹ ! Le chalut, c'est la surpêche qui sert à rien, où on balance des poissons : on ne les utilise pas et on ne respecte pas. Un jour y aura plus de poissons dans nos mers : on aura de l'argent oui, mais l'argent ne nourrit pas l'homme ! »

Réduire l'empreinte foncière sur les terres agricoles

Une participante : « Je voudrais parler de l'agriculture et de l'urbanisme : je trouve qu'aujourd'hui il y a une pression immobilière trop importante, est-ce qu'on ne pourrait pas la réduire pour ne pas amputer toutes ces terres agricoles ?²⁰ On est concernés plus particulièrement ici dans la région, est-ce qu'il y aurait quelque chose à faire de ce côté-là de manière à conserver de la terre cultivable pour les agriculteurs ? Parce que je pense qu'on en a besoin et qu'on en aura besoin de plus en plus »

EAU

Obligation de récupérateurs d'eau pour constructions neuves

Un participant : « Il faudrait au niveau de chaque maison, de chaque permis de construire, une rétention d'eau de quelques m³. Dans certaines régions du sud, quand il pleut beaucoup, 24h avant on nous dit « videz vos cuves pour retenir l'eau puisqu'il va y avoir des fortes pluies » : l'été on a de l'eau et c'est du pouvoir d'achat, et l'hiver on a beaucoup moins de casse au niveau des assurances puisque les retenues d'eau, c'est d'autant moins

¹⁹ Au 18 mars 2019, le Réseau National d'Echouage compte près de 850 échouages de petits cétacés dont 90% de dauphins communs depuis le 1^{er} janvier. Source : [Observatoire Pelagis](#)

²⁰ Différentes lois (littoral, SRU, ALUR ou dernièrement ELAN notamment) visent à limiter les consommations d'espaces naturelles et agricoles. Les Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) et les Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) traduisent ces lois dans leur objectifs en limitant les consommations foncières, en favorisant l'intensification des espaces urbanisés, en protégeant les espaces agricoles et naturels mais aussi la Trame Verte et Bleue. Voir la présentation du projet de SCOT de Golfe du Morbihan-Vannes agglomération, en cours d'élaboration [ici](#)

de niveau d'eau au niveau des vallées. Ça permet de réguler les catastrophes naturelles au moins en partie, et de faire travailler des gens du coin puisque les maçons ne sont pas délocalisables. »

CONSOMMATION

Interdire le suremballage et réduire les déchets

2

Une participante: « Essayer de réduire les déchets en général et d'interdire le suremballage, notamment dans les grandes surfaces »

ENERGIE

Attention au coût des énergies renouvelables/privilégier les économies d'énergie

Un participant: « Monsieur a évoqué ce qu'a fait l'Allemagne en matière d'énergie renouvelable, effectivement ils sont passés aux travaux pratiques avec la volonté de réduire le nucléaire et de promouvoir le renouvelable. Le bilan de l'opération à mon sens peut se résumer à deux chiffres :

Ils ont dépensé 125 milliards d'€ dans le renouvelable et avec ça on produit annuellement 75 milliards de kWh. Or, ce qui est demandé à la France enfin ce que prévoit la loi de transition c'est de produire 25% de notre électricité en renouvelable, donc quand on fait la règle de 3, ça conduit à une dépense de 240 milliards d'€ ! Il faut avoir conscience de ce chiffre-là, qui est totalement hors de portée d'ici 2025 !

Aujourd'hui, quand on regarde la production d'effet de serre, un Français c'est 5 tonnes d'équivalent CO₂ par an, un Allemand c'est 10 tonnes. Pourquoi ? Parce que quand les énergies renouvelables sont défaillantes (par exemple quand il y a du froid et pas de vent) c'est le charbon ou la lignite qui compensent, avec la pollution que l'on connaît en terme d'effet de serre et de particules

Ma proposition c'est de changer de stratégie en la matière et d'orienter fortement nos efforts plutôt sur les économies d'énergie où on est sûrs de ne pas se tromper, plutôt que sur des énergies renouvelables qui sont une forme de leurre aujourd'hui. »

PHOTOVOLTAÏQUE

Moraliser le domaine des panneaux photovoltaïques

Un participant: « J'ai voulu installer des panneaux solaires chez moi. J'en suis au troisième devis et à chaque fois j'ai eu l'impression d'avoir affaire à des escrocs... Je voudrais résoudre le problème et j'ai l'impression que la pose de panneaux actuellement, c'est vraiment la proposition d'escrocs pour venir vous faire des contrats où vous devez vous engager pour 15 ans - on m'a même proposé 25 ans alors que j'ai 74 ans : j'ai trouvé ça génial ! »²¹

Prendre au sérieux la filière photovoltaïque = une politique pérenne du gouvernement

Un participant: « Est-ce qu'on ne pourrait pas résumer ce qui vient d'être dit en disant de revenir sur l'accompagnement fiscal du déploiement des panneaux solaires ? Il y a eu des volte-face gouvernementaux entre les équipes Sarkozy puis Hollande : un coup on a supporté et on a dit qu'on allait racheter à un certain prix puis on a arrêté. Je pense qu'il y a là une réflexion politique à faire au niveau du gouvernement sur l'accompagnement du déploiement des panneaux solaires, avec une vision relativement stable, parce que je comprends les gens qui sont un peu choqués des changements de stratégie du gouvernement. »

NUCLEAIRE

Conforter le nucléaire

Un participant: « Retour au nucléaire et en particulier réouverture de Superphénix²² qui était une merveille et qu'on a scandaleusement fermé ! »

TRANSPORTS

Développer les énergies propres et sans déchets

1

Un participant: « Je suis 100% d'accord pour une transition écologique, le problème c'est qu'on a décidé que le diesel n'était pas polluant donc il fallait acheter des voitures diesel, maintenant on ne peut plus parce que c'est très polluant alors on passe à l'essence. Mais on met des pénalités sur la carte grise parce qu'on a de l'essence et il y a des diesels qui n'ont pas la pénalité... Et puis on veut passer aux voitures électriques : je sais pas si vous savez mais les voitures électriques c'est encore plus polluant que le diesel, parce que le lithium qui est dans les batteries on ne sait pas ce qu'on peut en faire. Elles vont s'entasser les unes au-dessus des autres et ça va polluer les terres donc c'est pas mieux que le nucléaire, le diesel et autres... Ma proposition c'est de développer des énergies propres qui ne polluent pas, du style des plaques photovoltaïques ça y a pas de problème, des voitures à hydrogène et tout ce genre de choses... »

²¹ NB : Les particuliers propriétaires occupants (dans des logements construits il y a de plus de 15 ans) souhaitant entreprendre des travaux dans le domaine énergétique peuvent contacter l'[Opération Renovee](#) de Golfe du Morbihan-Vannes agglomération, pour des conseils neutres et gratuits, y compris par exemple sur la pose de panneaux photovoltaïques. Contact : Direction Habitat - Logement - 02 97 60 42 55 - operation.renovée@gmvagglo.bzh

²² Ancien réacteur nucléaire, arrêté en 1997

Diminution taxe produits pétroliers/Suppression taxe carbone/taxer le fuel lourd/taxer le kérosène

1

Un participant: « J'ai quatre propositions qui se tiennent : diminution de la taxe sur les produits pétroliers (essence et gasoil des voitures), ça c'est facile ; suppression de la taxe carbone ; imposition du fioul lourd des bateaux, qui est non taxé sachant un litre de fioul lourd est plus polluant que 3000l de gasoil de voitures, qu'un bateau consomme en moyenne 10 à 12 000l par heure et qu'il y a plus de 10 000 bateaux qui circulent 24h/24 ; quatrième chose : imposition du kérosène des avions - bien que la convention de Montréal²³ demande qu'il ne soit pas imposé, certains pays le font, en particulier des états d'Amérique, le Japon, la Suisse et certains pays du nord. »

Développer les transports en commun Des transports en communs plus nombreux et gratuits

Une participante: « Je pense que ce n'est pas parce que c'est pire ailleurs qu'il faut pas faire des efforts de notre côté : pour les voitures, l'idéal serait de privilégier les transports en commun et donc d'en mettre en place qui desservent plus. »

Une autre participante: « Il faudrait développer effectivement les transports en commun mais surtout une gratuité des transports en commun, ce qui est fait dans certaines villes et les gens l'utilisent. Donc plus de transports en commun, avec un nombre important de navettes - qu'on ait pas qu'une heure pour aller à Arradon par exemple - et que ça soit gratuit ! »

AUTRES SUJETS/SUJETS TRANSVERSAUX

POUVOIR D'ACHAT

Augmenter le SMIC

Plafonner les dividendes et distribuer le surplus aux salariés

1

Un participant: « Je pense que ce serait bien de plafonner les dividendes reversés aux actionnaires et, s'il y a trop d'argent, le reverser aux travailleurs. »

LEGISLATION

Remettre à plat l'arsenal juridique

Un participant: « Au cours de ce débat j'ai entendu beaucoup de choses intéressantes, beaucoup de propositions, sur beaucoup de sujets, et l'arsenal juridique est à remettre totalement à plat : il faut le revoir de fond en comble parce que parmi toutes ces propositions, à aucun moment une personne ne s'est demandé si c'était réalisable et recevable sur un plan juridique. Toutes ces propositions pourraient être remises en cause parce que nous n'avons pas la capacité de les accepter avec l'arsenal juridique dont nous disposons. Je ne sais plus si c'est le citoyen qui parle ou le magistrat, mais c'est pas recevable en l'état. »

Augmenter le seuil de retrait de points/différencier amende et retrait de points

Un participant: « Il y a sur la route bon nombre de gens qui conduisent sans permis et donc sans assurance, c'est navrant mais ça a une cause, ce n'est pas arrivé comme ça ! On sait bien qu'il y a des gens qui n'en ont rien à faire : ils sont sur la route pour rouler à 150, 180 ou même 200 s'ils pouvaient ! On s'en fout, ils sont pas nombreux ! Ce qui est gênant, c'est qu'il y a des gens sans permis qui ont besoin de rouler pour travailler et qui se font avoir pour un dépassement de 5 ou 6 km/h ramené à 1km/h. Et qu'est-ce qu'on leur fait ? Une amende, ça c'est juste, mais un point de retrait est-ce que c'est juste ? Je parle de ces gens qu'on voit en fourgonnette, qui roulent, qui roulent, et qui font très attention, et là intervient une injustice parce que les gens plus aisés, qui ont des voitures un peu plus modernes, ils roulent en régulateur de vitesse et ceux-là ils ne se font pas avoir, et il y a les autres qui sont concentrés sur leur compteur, qui font très attention mais qui se font avoir quand même, parce que c'est très difficile de rouler en contrôlant sa vitesse avec tous les changements de panneaux. Ce que je voudrais c'est que l'on déplace le retrait de points de 10km/h de dépassement c'est à dire par exemple on est à 81, tout va bien et qu'on retire le point quand on est à 91 mais qu'on conserve l'amende à 81 pour qu'il y ait moins de retrait de permis et donc moins de gens qui roulent sans permis et sans assurance. »

²³ NB : c'est la Convention de Chicago, signée en 1944, qui prévoit que, pour les vols internationaux, « Le carburant (...) se trouvant dans un aéronef d'un État contractant à son arrivée sur le territoire d'un autre État contractant et s'y trouvant encore lors de son départ de ce territoire, sont exempts des droits de douane, frais de visite ou autres droits et redevances similaires imposés par l'État ou les autorités locales. ». Concrètement, la taxation du kérosène est possible et appliquée par certains pays mais uniquement sur des vols intérieurs.

Pénaliser aussi les clients de la drogue²⁴

Un participant: « Le mot "drogue" a été évoqué tout à l'heure, moi je voudrais faire une proposition : nous constatons hélas que l'agglomération de Vannes est bien placée sur le plan national pour le trafic de drogue. Pourquoi on ne ferait pas une loi pénalisant les acheteurs comme on a une loi pour les personnes qui pratiquent qui fréquentent les dames du bois de Boulogne et autres lieux ? Parce qu'on est très fiers quand on saisit de la drogue, on parle des dealers mais on ne parle jamais des acheteurs - je sais très bien pourquoi, parce que c'est sans doute en général du beau monde qui le fait acheter par des intermédiaires. C'est scandaleux ! »

Halte aux normes inutiles

Une participante: « Je crois qu'on croque actuellement sous les contraintes et sous les normes. Je prends l'exemple du contrôle technique des voitures le nombre de points de contrôle a été multiplié par deux ou par trois²⁵ et on est en face de quelques aberrations. Par exemple, les pneus de voiture maintenant, je sais pas si tout le monde le sait, vous devez les changer systématiquement au bout de trois ans je crois²⁶ pour les personnes qui roulent beaucoup, qui usent leurs pneus et les personnes âgées ou ceux qui ne roulent pas beaucoup. On ne vous demandera pas s'ils sont usés ou pas usés vous devez les changer ! On connaît le coût des pneus aujourd'hui, c'est un poste de dépense important pour les français, et ce sont des choses qui peuvent agacer ! »

INFORMATION

Rendre information globale et objective

1

Un participant: « On a une très forte insatisfaction par rapport à l'information en général, d'où qu'elle vienne. Aujourd'hui tout le monde peut s'exprimer partout, sur les médias, internet...Le gouvernement s'exprime etc. et on ne reçoit que des petits bouts d'information. On sait que ça, c'est mieux en Allemagne, ça, c'est mieux en Espagne, ça, c'est mieux aux Etats Unis et donc il y a un bashing²⁷ permanent alors que moi, pour avoir beaucoup voyagé par mon travail, je sais qu'en France on n'est quand même pas si mal, même si y a des gens malheureux. Donc, ce que j'aimerais c'est que l'information soit un peu plus globale, qu'elle nous donne des données qui évitent que tout le monde puisse avoir un avis qui n'a éventuellement aucun sens parce qu'on regarde par le petit bout de la lorgnette. »

+ de pédagogie sur les bénéfices de l'Europe

1

Un participant: « Je pense qu'on parle beaucoup d'Europe de façon critique, en termes de charge etc. mais on ne voit pas tous les bénéfices que nous apporte l'Europe. Moi je suis évidemment convaincu qu'il n'y a pas d'avenir pour la France en dehors de l'avenir de l'Europe, donc il faut faire plus de pédagogie et rendre plus visibles l'Europe dans notre vie quotidienne »

SANTE

Production européenne des médicaments (contre la pénurie)

Un participant: « Je voudrais m'exprimer sur la question des médicaments : il faudrait qu'on ait une obligation au niveau de l'Europe de produire nos propres médicaments, sur place, parce qu'il y a une spéculation des prix et des gens qui vont mourir parce qu'il y a des pénuries de plus en plus importantes. Refixer des usines en Europe pour qu'il y ait au moins une solidarité au niveau européen de la production des médicaments »

²⁴ NB : L'usage de drogues est actuellement puni jusqu'à 1 an d'emprisonnement et 3500 € d'amende. Source : ServicePublic.fr

²⁵ Au 20 mai 2018, le nombre de points de contrôle est passé de 123 à 133. La liste des « défaillances » devant faire l'objet de réparation plus ou moins obligatoires est, elle, passée de 410 à 610

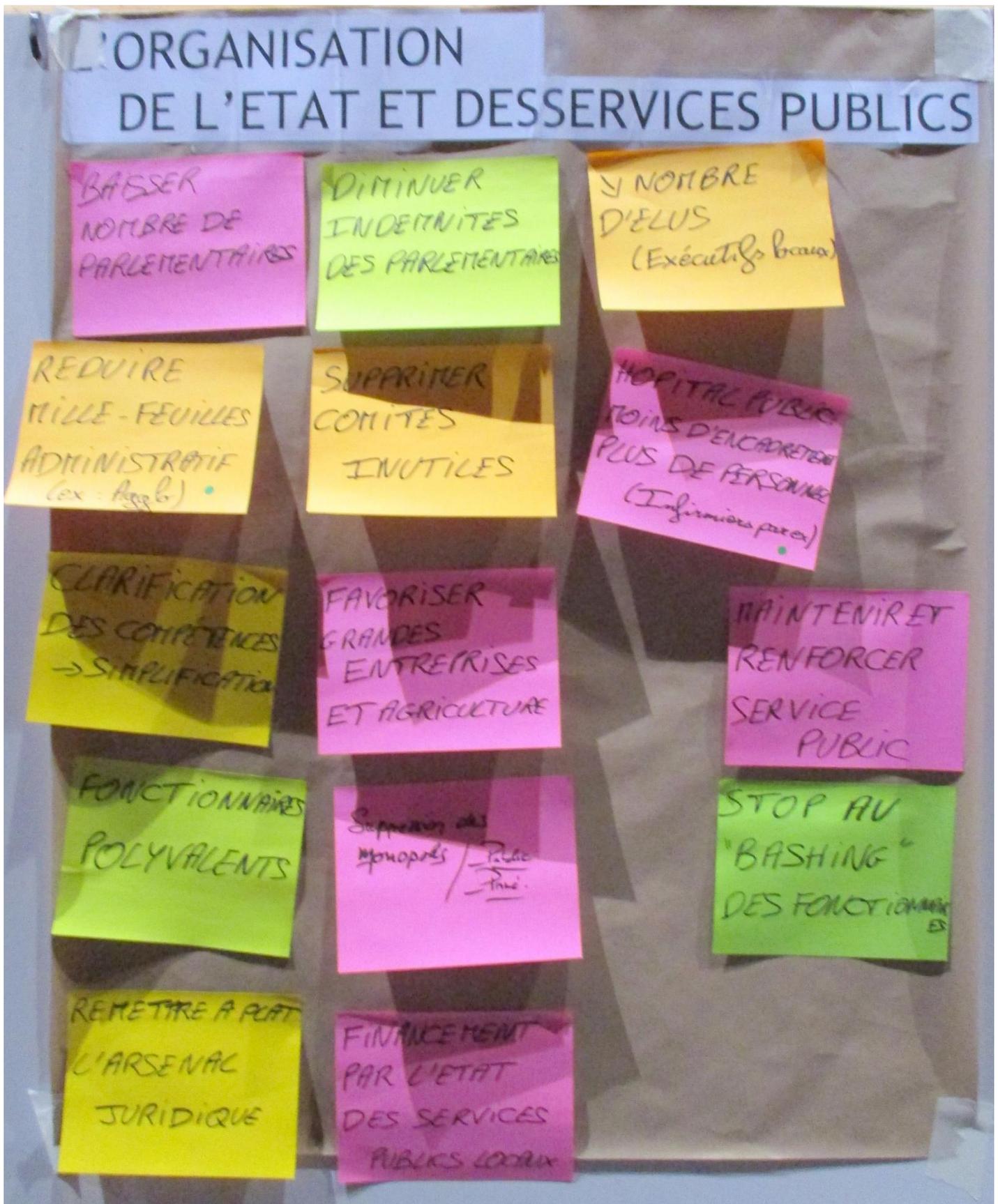
²⁶ NB : Malgré nos recherches, nous n'avons pas trouvé la trace d'une telle réglementation

²⁷ « Critique, attaque systématique »

CONFIGURATION DE LA SALLE



Photos des panneaux par thèmes avec les contributions retranscrites au fur et à mesure et le « vote » par gommettes



LA FISCALITE ET LES DEPENSES

PUBLIQUES

TVA ^{ingérée}
A MODULER EN
FONCTION DES
PRODUITS

IMPÔTS (survenant)
PAYÉS PAR TOUS

Remettre à plat
Impôt(s) sur la
fortune

SUPPRESSION
TAXE D'HABITATION
POUR TOUS

Mettre en œuvre
les promesses faites
en campagne
électorale
(révisées)

REQUERRE
DEPENSES
FORCES ARMÉES
ET DIPLOMATIQUES

Equité des
pensions par
rapport aux
cotisations

↓ NOMBRE DE
FONCTIONNAIRES
EN PRIVATISANT
DES SERVICES

EQUITÉ
FISCALE

DECLARATION
UNIQUE DE
TOUS LES
REVENUS

TAXATION
DU TRAVAIL
MODULÉ

TRANSPARENCE
FISCALE

SUPPRESSION
DE L'ALIMENTATION
DE LA CSG POUR
LES RETRAITÉS

SUPPRIMER
NICHES
FISCALES

SUPPRIMER
DISPOSITIFS
QUI FAVORISENT
LA FRAUDE FISCALE

REQUERRE
DEPENSES
PUBLIQUES

TVA RECUPERABLE
EN FONCTION DES
REVENUS (particuliers)
= entreprises

RECEVOIR BIEN
ANNUEL DU
CÔTÉ DE SES
SOINS

HACTE A
L'ÉVASION
FISCALE

MODERNISATION
CROISSANCE POUR
L'INTEGRATION
FISCALE ENTRE
ETATS

LA DEMOCRATIE ET LA CITOYENNETE

Une obligation
par un référendum
"open question"

VOTE
OBLIGATOIRE
(Vous scrutins)

Un mandat court
pour un référendum
"Vote au sort"

Faire appliquer les
lois sur tout le
territoire.

Parlementaire.
factograph
il faut élargir...

Député = Casier
Judiciaire
noir.

Respect de la
laïcité

Référendum
d'initiative
populaire
à partir d'un
nombre de signatures

Développer/bâtir
l'éducation civique
à l'école.
Apprendre ses droits
et devoirs.

Transparence et
ce qui coûte des
services
"Démocratie"

Apprendre à
vivre ensemble.
→ discipline.
(à l'école yotanyu)

INTRODUCTION
DE LA
PROPORTIONNELLE
DANS SCRUTINS

Apprentissage du
fonctionnaire
à sa sphère
(Schmitt/Spielmann)

Rapprocher des
Centres des décisions
du citoyen.

Appliquer les lois
existantes (droits
d'application)
avant d'en
faire une autre.

OBLIGATION
DE RECUPERATEUR
D'EAU POUR
CONSTRUCTIONS
NEUVES

Proposer une
facture publique
performante.

REFERENDUM
OK MAIS
BONNE INFORMATION
SUR LA QUESTION

LA TRANSITION ECOLOGIQUE

• Augmenter Taxe sur Venues
• Supprimer l'excise sur le gaz
• Augmenter la taxe sur le tabac.

Coopérer le
gouvernement.

• Faire la transition
écologique.
• Soutenir la recherche
sur les énergies renouvelables
• Ecologie industrielle et développement

• Développer des
énergies propres et
sans déchets.

Halte à la
surpêche (sauver les
dauphins...)

• Attention au coût
des énergies renouvelables.
• Prioriser les énergies
d'énergie.

• Des transports en
commun plus nombreux
et gratuits.

Transition énergétique =
Prioriser une approche
globale.

• Interdire le
suremballage. et
réduire les déchets.

• Développer les
transports en commun.

• Réduire l'empreinte
foncière et les
terres agricoles.

• Prioriser le
compte des
panneaux
photovoltaïques.

• Prendre au
Sénégal la filière
photovoltaïque =
une politique majeure
du Sénégal.

AUTRES

AUGMENTER
LE STIC

PENALISER
AUSSI
CLIENTS DE
LA DROGUE

Augmenter le seuil
de retrait de point.
Différencier
l'ompage # retrait de
points

HÂTE AUX
NORMES
INUTILES

PRODUCTION
EUROPEENNE
DES MEDICAMENTS
(contre la pénurie)

RENDRE
INFORMATION
GLOBALE ET
OBJECTIVE

PLAFONNER
LES DIVIDENDES
ET DISTRIBUER LE
SURPLUS AUX SALARIÉS

⊕ de structures
d'accueil pour adultes
handicapés
→ libérer des places
pour les ⊕ jeunes

⊕ de pédagogie
sur les bénéfices
de l'Europe